

ÉDITORIAL

Rentrée brûlante

Une rentrée a rarement été aussi perturbée :

La Covid qui nous a quelque peu sidérés depuis plus de deux ans est loin de se faire oublier

La séquence électorale présidentielle-législatives a plongé le paysage politique français dans une situation inédite avec un gouvernement qui n'a pas vraiment la majorité. Personne n'en sort indemne. La gauche balance entre espoir et interrogations (notre mouvement, même, va devoir trancher sur ses orientations).

Enfin les effets conjugués d'un épisode sec et chaud (qui atteste du réchauffement qui nous atteint), du dérèglement économique et monétaire, (dont des pénuries et des flambées de prix sont le signe visible), issu en partie de la guerre non loin de nous et des spéculations sur le marché énergétique, tout cela crée un climat d'inquiétude socio-économique qui s'ajoute à la colère contre l'inaction sur le plan environnemental.

Une fois n'est pas coutume, l'international prend une place exceptionnelle dans l'actualité du fait des conséquences sur la situation intérieure :

La guerre en Europe que l'on croyait à jamais disparue a fait sa réapparition avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie (les conflits qui ont démantelé l'ex-Yougoslavie dans les années 90 avaient été traités comme des guerres lointaines).

Les conséquences des politiques des dernières décennies quant à notre indépendance nationale se font ressentir sur notre vie quotidienne : approvisionnement alimentaire et énergétique.

Les prétentions de la Chine sur Taïwan (et même les toutes récentes condamnations onusiennes sur la répression contre les Ouïghours)



Pendant ce temps-là, près de chez nous, en plein été, des salariés se battaient (victorieusement chez NP Jura, en suspens chez les éboueurs d'Auxerre ou ailleurs. Pendant les "travaux de réflexion", le combat continue !

auront probablement des effets sensibles sur les relations commerciales avec ce partenaire actuellement incontournable.

Difficile de ne pas tenir compte de ce contexte dans cette rentrée 2022.

***Baisser la tête et attendre
que ça passe ?***

***Ou opportunité de
remettre les problèmes
à plat ?***

Ce numéro de l'AREV tente de fournir quelques éléments de réflexion.

La rédaction

Ensemble!
mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire

Téléchargez le numéro 90 de l'AREV en couleur :

<https://ensemblefranche.comte.home.blog/>

et les numéros antérieurs sont tous disponibles également dans ce blog.

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Déposé le 29 septembre 2022

Date limite de distribution
6 octobre 2022

Les Alternatifs de FC
6 chemin d'Avanne à Velotte
25 000 Besançon

SOMMAIRE

• Page 1	Éditorial		• Vous avez dit APARTHEID ?
Page 2	• COVID 19 :		• UKRAINE : La guerre en questions
	Retours sur expérimentations...	page 6	• La Gauche au révélateur de la
Page 3	• FORET :		question de TAIWAN
	Des paysages fragilisés et enlaidis	page 7	• La Gauche, la NUPES...
Pages 4 et 5	Où sont les Droits de l'Homme...		et Ensemble !
	• PALESTINE et UKRAINE :		
	hypocrisie et double langage	page 8	STAGE REGIONAL 22-23 octobre

Covid 19

Fidèle à son exigence de pluralisme des idées et de débat entre opinions divergentes, l'Alternative Rouge et Verte publie volontiers cette contribution au débat de Gilles Sené. La rédaction maintient cependant intégralement les vues qui ont été développées dans l'article de Pierre Abécassis. Elles reprenaient, non un quelconque "discours officiel", mais les conclusions d'un très sérieux travail d'analyse de la commission covid-santé de notre mouvement.

Retours sur expérimentations...

Gilles Sené

Dans cet article, on trouvera simplement quelques analyses détachées du drame initial de fin 2019-début 2020, reprenant des données scientifiques indépendantes des lobbies du monde pharmaceutique et validées pour certaines depuis des décennies. Au-delà des erreurs et incohérences des premiers mois de la gestion sanitaire et sociale de la Covid 19, nous voudrions revenir sur ces injections innovantes et encore en phase expérimentale¹.

Leur principe est connu depuis plus de deux décennies dans le cadre curatif, mais avec de graves effets indésirables connus allant jusqu'au décès des patients. Car il ne s'agit pas de vaccins classiques : un vaccin est un agent pathogène rendu inoffensif, capable de déclencher une réponse immunitaire, afin d'en garder une mémoire pour de longues années pour répondre efficacement au contact suivant.

Ici, il s'agit de capsules nanoparticulaires contenant une information ARN qu'une cellule humaine (musculaire) est censée utiliser pour produire une molécule (la protéine virale Spike, artificiellement modifiée) qui est, elle, l'agent sur lequel l'immunité va réagir. Cela fonctionne, mais avec de graves inconnues : depuis les années 70, on sait les virus, les bactéries et les cellules des autres êtres vivants (y compris les mammifères) capables de transformer cette information (de code ARN) en gène (de code ADN) (avec la rétrotranscription, prix Nobel de médecine 1975) et de l'insérer dans leur génome. Et ce risque ne peut être exclu ici, malheureusement.

Que se passe-t-il dans nos cellules après l'injection ? Combien de temps, avec quelle intensité, sur quelles périodes, les cellules musculaires (ou autres) vont-elles utiliser ces informations génétiques artificielles ? Que vont-elles en faire ? Questions terribles... car la protéine Spike est bien produite et déversée dans le sang et ailleurs...

Les effets indésirables constatés sont divers (officiellement, 1 pour 1 000 doses injectées !). Au-delà du fait que les personnes «vaccinées» ont très souvent développé la Covid au contact du dernier variant, les effets secondaires peuvent s'organiser ainsi :

- ceux dus à la protéine Spike : elle induit des agrégats de plaquettes, de tailles et d'effets variables (de la micro-thrombose à l'AVC ou l'infarctus). Mais la Spike perturbe aussi un système de régulation essentiel (le système RAA²) en relation avec hypertension, lésions tissulaires, inflammations, etc. Ces effets expliqueraient péricardites et myocardites. Pourtant, la grande nocivité de la Spike est connue depuis 2007-2008.

- ceux dus à l'enveloppe de la capsule, ceux induits par les PEG³, toxiques connus, entre autres. S'expliqueraient ainsi des réactions hyperallergiques et des maladies auto-immunes ou des lésions tissulaires... Amplifiés au fil des rappels, ces effets, sous-répertoriés, sont à l'origine de handicaps divers, de problèmes gynécologiques menstruels, de maladies brutales (neurologiques, cancers, etc.) et de décès (toutes tranches d'âge). Une chose est certaine, on ne peut se dé-«vacciner» et de lourdes inconnues demeurent.

En conclusion, puisqu'elles ne protègent pas de la maladie, ni de sa propagation, il est plus qu'urgent de cesser ces injections par trop problématiques et surtout de ne pas y pousser les jeunes et les enfants : les risques y sont trop imprévus et potentiellement trop graves compte-tenu des bénéfices.

1 La phase III d'expérimentation se termine pour Pfizer, le 27 octobre 2022 et pour Moderna, le 2 mai 2023.

2 Le système Rénine-Aldostérone-Aldostérone qui, entre autres, régule la tension artérielle.

3 PEG = Poly-Ethylène-Glycols.

Forêt

Sylvestre Soulié est déjà intervenu dans l'AREV sur les problématiques de la forêt (cf. n°87, déc. 2021). Son nouvel article est centré sur les questions de reboisement. Avec l'été que nous venons de connaître, sécheresse et incendies monstres ont touché nos massifs forestiers y compris localement (Morvan, Jura où plus de 1000 ha ont brûlé), ces questions vont se poser avec encore plus d'acuité. Raison de plus pour exiger aussi l'annulation des 500 suppressions de postes prévues à l'ONF et redonner à cet établissement les moyens de sa mission, notamment la prévention, la surveillance, l'entretien de la forêt et la police de la nature. J.T.

Des paysages fragilisés et enlaidis

Sylvestre Soulié

Le Plan de relance post-Covid pour la forêt, d'un montant de 200 millions d'euros, fin 2021, prend le risque d'être aussi néfaste à l'habitabilité de la Terre que le renflouement des transports aériens ou du secteur automobile (voir AREV 87).

Vouloir planter 50 millions d'arbres en deux ans après avoir mis à nu des sols forestiers parfois sur de grandes surfaces, amoindrit les réponses des biotopes forestiers existants exposés à un climat de plus en plus chaotique. C'est au contraire à partir des milieux déjà installés que se tisseront les associations du vivant les plus ajustées et les plus favorables à la vie de forêts pérennes. A nous dans un deuxième temps et si nécessaire, d'accompagner ces processus en complétant ici et là et sur de petites surfaces (- de 0,5 ha) l'évolution de la forêt, à l'aide d'essences locales rustiques qui auront coévolué.

La logique du plan de relance gouvernemental impulse au contraire une stratégie du choc : substituer aux peuplements en place des alignements d'arbres plantés au cordeau pour répondre aux exigences du modèle dominant. Or réduire la forêt à la production de bois standardisés contrarie l'expression des complexes enchevêtrements du vivant susceptibles de composer la forêt de demain.

Un virage de grande ampleur

Nos forêts encore largement composées d'essences variées répondent depuis de nombreux siècles aux besoins des communautés locales. Il y a 50/60 ans de cela, changement de braquet; des plants résineux fournis gratuitement ou largement subventionnés par le Fond Forestier National transformaient déjà certains espaces forestiers ainsi que des terres abandonnées par l'agriculture. *Le paysan de la nature devenant*, selon la formule d'Edgar Faure, *celui de l'énergie*.¹

En 2021, rebelote; un plan de reboisement massif post pandémie est lancé sur fond d'anxiété environnementale. Pour l'heure en BFC 83% de ces nouveaux boisements n'utilisent qu'une seule essence, le sapin de Douglas, et très peu d'espèces pour le reste.

Pour l'anthropologue Anna Tsing nous serions entrés dans l'ère du *Plantationocène*², époque nouvelle inaugurée par les appropriations coloniales de l'Europe, comme les plantations de canne à sucre ou de cacao par exemple, installées après déboisement des forêts primaires et élimination des peuples autochtones. Cette relation aux milieux naturels et aux ressources servira de modèle selon elle, à la forme moderne de production marchande.

Rien de fatal pourtant. La diversité des essences européennes offre encore une garantie de résilience des peuplements forestiers. Elle constitue l'assurance la plus sûre de leur adaptation aux perturbations climatiques présentes et à venir. Elle permet en outre une production continue de bois, conforme aux possibilités de renouvellement des forêts.

En Bourgogne Franche- Comté

Comme toutes les régions, la BFC s'est dotée en 2018 d'un Plan régional de la forêt et du bois sur 10 ans. Ce plan fait le constat que seule 56% de la production annuelle de la forêt est extraite. Il s'agit donc de rendre sa gestion plus dynamique. Ainsi une petite musique guide sa rédaction, celle de l'augmentation continue des récoltes. Auquel s'ajoute en 2021 le Plan de relance, hâtif et irréfléchi. En réalité la logique qui préside à ces choix aligne la production forestière sur le modèle extractiviste.

Outre la régulation hydrique, le rafraîchissement des températures et la fixation du carbone, la forêt représente encore un trop rare refuge de biodiversité qui doit être préservé. Or tout est pourtant à craindre de la transformation des massifs existants en plantations.

Les sols forestiers sont particulièrement sensibles aux sécheresses, au passage de lourds engins ainsi qu'à la mal-forestation. Le Plan régional signale 70% de sols fragiles, presque tous peu capables de retenir l'eau. On constate aussi une rapide augmentation de la vitesse de propagation des bio-agresseurs, venant des variétés du monde entier fournies en particulier par des pépinières industrielles parfois peu regardantes.

¹ Cité par M. Serres lors de son remplacement à l'Académie le 31 janvier 1991.

² Anna L. Tsing: Proliférations - Editions Wildproject 2022



*L'association Canopée se bat contre le modèle de "coupe à blanc/plantation".
Photo tirée du site www.canopee-asso.org*

Où sont les Droits de l'Homme ?...

PALESTINE ET UKRAINE : HYPOCRISIE ET DOUBLE- LANGAGE

Jacques Fontaine

L'agression russe en Ukraine du 24 février relevait encore, quelques semaines plus tôt, de l'impensable. Certes, les tensions montaient depuis de nombreux mois ; mais pouvait-on s'attendre au déclenchement d'une guerre de la part de Poutine contre un État souverain aux frontières internationalement reconnues ? La riposte de la communauté internationale a été immédiate et très ferme ; une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU du 2 mars a demandé « l'arrêt des combats » à une écrasante majorité : 141 voix pour, 5 contre, 35 abstentions et 12 absents. Les 27 pays de l'UE ont été unanimes à condamner l'agression de Poutine, l'UE et les E.-U. ont rapidement fourni des armes à l'Ukraine.

Ainsi, la communauté internationale soutient le droit et demande son application dans le cadre de la guerre voulue par Poutine contre l'Ukraine. Excellente initiative ! Mais est-ce bien le cas partout ? Malheureusement non ! On peut évoquer l'annexion du Nord de Chypre par la Turquie en 1974 et celle du Sahara occidental par le Maroc en 1975. Et que dire de la Palestine ? La résolution 181 de l'ONU du 29 novembre 1947 prévoyait bien la création de deux États sur le territoire de la Palestine mandataire. Qu'attend l'ONU pour y faire appliquer ses propres résolutions ? Il y a entre Ukraine et Palestine des similitudes de fond en matière de droit international, mais aussi beaucoup d'hypocrisie et un double langage.

En 2021 le Conseil des droits de l'homme de l'ONU rappelait l'ensemble des violations du droit par Israël, et exigeait « qu'Israël se retire du Territoire palestinien occupé depuis

1967 [...] ». La Cour pénale internationale (C.P.I.) a ouvert une enquête contre les crimes commis dans le Territoire palestinien occupé. La France devrait donc soutenir la CPI dans son action de justice internationale, mais il n'en est rien. Les médias ne parlent de la Palestine que lors d'épisodes d'extrêmes violences, de guerre. Mais il ne se passe pas une journée sans que les forces d'occupation israéliennes démolissent des maisons, des écoles, arrêtent, torturent, blessent ou tuent des Palestiniens, alors que de nouvelles colonies illégales s'installent sur les terres palestiniennes.

Selon les E.-U, le Royaume-Uni, l'UE et même Israël (qui s'est cependant « courageusement » abstenu lors du vote de la résolution de l'ONU du 2 mars), l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Ukraine sont intouchables. Mais pourquoi n'appliquent-ils pas le même principe à la Palestine ? Les Palestiniens sont en droit de se demander pourquoi les dirigeants occidentaux ont imposé de fortes sanctions à la Russie en 5 jours et les ont multipliées par la suite, mais ne prennent pas de mesures identiques contre le colonialisme israélien en 55 ans d'occupation ?



En attendant, les Palestiniens ne peuvent que regarder et se demander ce qu'il faudra pour que l'Occident considère leurs droits territoriaux et leur souveraineté avec la même compassion que celle dont bénéficie le peuple ukrainien. Theresa May, ex-premier ministre britannique, a déclaré qu'il est important de tenir tête à la Russie pour « défendre la démocratie » ; ce principe devrait être appliqué partout, y compris en Palestine occupée par Israël. Il est hypocrite d'agir autrement.

VOUS AVEZ DIT « APARTHEID » ?

Pierre Abécassis et Jean-Paul Bruckert

Grand tollé à l'Assemblée Nationale en juillet dernier. Qu'est-ce à dire ? Quelques dizaines de députés de la NUPES (à l'initiative de communistes) ont osé déposer une résolution « condamnant l'institutionnalisation par Israël d'un régime d'apartheid à l'encontre du peuple palestinien ». Quelle honte ! Quel scandale ! Un Etat réputé « démocratique » comme Israël comparé à l'Afrique du Sud d'avant Mandela ? Un Etat juif qui serait « raciste » ? Incroyable ! Impossible !

Et pourtant... Quoi qu'on pense de l'opportunité de sortir cette résolution le 13 juillet, sans discussion générale, les faits de droit sont là, indiscutables. En 2022, dans le droit pénal international, l'apartheid n'est ni le décalque de l'Afrique du Sud d'avant Mandela, ni un régime politique, ni une « dérive », ni un gadget propagandiste : c'est une grave violation des droits humains ainsi qu'un crime contre l'humanité.

Plusieurs grands textes internationaux portent interdiction de toute distinction de race, de couleur de peau, de sexe, de langue, de religion ; d'autres définissent nommément l'apartheid et l'interdisent. Le crime contre l'humanité est lui aussi caractérisé comme de « graves violations des droits humains commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématiques d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ».

Que les Juifs ne constituent évidemment pas un « groupe racial » - pas plus que les Palestiniens -, que le terme de «

groupe ethnique » eût mieux convenu, ne doit en aucun cas faire jeter le bébé avec l'eau du bain. De la Commission des Droits de l'Homme de l'ONU en passant par l'organisation israélienne B'tselem, Human Rights Watch ou, plus récemment, Amnesty international, toutes les organisations des Droits de l'Homme s'accordent pour considérer, après un minutieux travail d'enquête sur le terrain de plusieurs années, qu'il existe en Israël / Palestine une situation d'« APARTHEID ISRAËLIEN ENVERS LE PEUPLE PALESTINIEN – un système cruel de domination et un crime contre l'humanité » (1).

En tant que militants du mouvement Ensemble! Mages, nous ne pouvons que prendre acte de ces conclusions d'experts du droit international et de militants des droits humains dont nous entendons tirer toutes les conséquences politiques au regard de l'internationalisme dont nous nous réclamons.

(1) Rapport d'Amnesty International – 01/02/2022.

La guerre en Questions

Jean-Paul Bruckert

Une guerre hier improbable aujourd'hui emportée par une trajectoire imprévisible ?

Une guerre hier improbable qui surprend par la mise en échec du



projet initial de Poutine. Un possible retournement qui verrait un vent nouveau se lever. Mais quelle guerre ? Une guerre annoncée comme préventive contre l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN et une guerre contre un prétendu régime nazi, ou encore une guerre pour empêcher un génocide dans le Donbass ! Mais

qui détruit, massacre, torture et déporte ? Derrière ces masques, une grossière guerre d'agression ! Le soutien des Occidentaux ferait de cette guerre un conflit entre impérialismes ou une guerre par procuration dont l'OTAN porterait la responsabilité ? En réalité, une guerre de résistance d'un peuple dont l'existence est niée et une guerre de libération nationale !

Pour affaiblir Poutine, affaiblir la Russie ?

Une prétendue « opération militaire spéciale » et une vraie guerre. L'aide à la résistance a pour but d'affaiblir la Russie selon les propos de certains dirigeants américains. Affaiblir le régime et non la Russie ne serait-ce pas justement le résultat d'une défaite de l'agresseur ? Approuver le soutien militaire des Occidentaux n'est pas soutenir leurs intentions car notre solidarité avec le peuple ukrainien est aussi une solidarité avec le peuple russe. Quel soutien ? Un internationalisme inscrit dans une perspective émancipatrice doit inspirer notre soutien sous toutes ses formes, soutien à la résistance armée et non armée, et aussi à l'opposition, russe et biélorusse. Mais il doit être clair que cela n'implique pas approbation des

aspects ultralibéraux de la politique du gouvernement de Zelensky, et encore moins encouragements à certains groupes authentiquement extrémistes de droite.

Mettre fin à cette guerre à tout prix ? Un compromis avec Poutine ?

Mais à quel jeu Macron joue-t-il ? Céder à la lâcheté ? Reconnaître tout ou partie des conquêtes de Poutine n'est pas acceptable. Les sanctions économiques sont-elles justifiées ? Sont-elles efficaces — notamment en ce qui concerne les oligarques ? Et sur les énergies fossiles, cela pourrait aller dans le sens de la bifurcation écologique. Être favorable à la paix interdit-il un soutien à la résistance armée ? Non car la paix ne peut se faire autrement que par le soutien à la résistance armée et le retrait de l'armée russe des territoires occupés. Une lutte contre l'impérialisme russe qui prend place dans une lutte internationaliste contre tous les impérialismes !

Le soutien, un impératif politique et moral ?

Les enjeux dépassent le cas de l'Ukraine. Cette guerre d'agression est à l'origine d'un bouleversement du continent et de la situation mondiale. Dès lors, que faire demain ? S'opposer aux politiques des puissances, ouvrir la réflexion sur une construction européenne que nous voulons alternative, défendre la démocratie et donc le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à l'autodétermination. Ce droit nous est une boussole, en tous cas un fil directeur à notre action. Qui doit décider de leur sort, sinon les peuples eux-mêmes ? Que penser de l'intégration de l'Ukraine, à l'Union européenne, solution ou nouveau problème ? Sur des critères économiques ultralibéraux et avec application de mesures ultralibérales comme à l'accoutumée ? Certes mais cela ne doit en aucun cas nous conduire à être hostiles à cette intégration !

LE BONJOUR...

Incapable ?

Ce titre quelque peu blessant ne vise personne en particulier, même si chacun et chacune de nous à quelques noms en tête.

Ce titre veut seulement inviter à tendre l'oreille, notamment lorsqu'on écoute la radio ou la télé. Très rares sont désormais celles et ceux, journalistes, politiques, syndicalistes, experts en tout genre, capables de dire...capable.

Sont-ils et sont-elles pour autant des incapables ? Non puisqu'elles (et ils...) sont capables de dire qu'elles (et qu'ils...) sont ou ne sont pas « en capacité » de faire ou pas ceci ou cela.

La capacité, d'accord, mais pourquoi sont-ils (et elles...) rarement dans l'incapacité ?

Je m'égare, je le reconnais, car j'en ai entendu déclarer « Je ne suis pas en capacité de ... ».

Plutôt dire, « je ne suis pas capable », non ?

Parce que, être incapable de dire capable c'est vraiment un manque de capacité.

Pour ne rien vous cacher, je dois dire, ou plutôt écrire que, faute d'inspiration, je ne suis pas « en capacité » d'allonger ce « bonjour ».

Incapable ? C'est le mot !

ALFRED

La Gauche au révélateur de la question de **Taiwan**

Jean-Paul Bruckert

La visite de la Présidente de la Chambre des Représentants (Etats-Unis) à Taïpeh (2 août) a non seulement déclenché une réaction vigoureuse de la République populaire de Chine (RPC) – des manœuvres militaires d'une ampleur inusitée mimant une éventuelle opération de blocus de l'île – mais elle a été l'occasion de réactions contradictoires au sein de la Nupes qui illustrent les divergences au sujet des relations internationales.

Il a suffi d'un billet de blog de Jean-Luc Mélenchon (4 août) qui écrivant, « *il n'y a qu'une seule Chine* », dénonce une « *provocation des USA* », stigmatise ce qu'il considère comme « *l'ouverture d'un nouveau front* » et indique se « *refuser de cautionner la guerre à la Chine pour satisfaire les vus des USA sur Taïwan* ». Une prise de position suivie des remerciements de l'ambassade de Chine pour « *son soutien constant à la politique d'une seule Chine* ».

Ce faisant, il prêtait le flanc aux critiques de ses partenaires de la Gauche et d'Olivier Faure à Julien Bayou les réactions ne se sont pas fait attendre. « *Une seule Chine, c'est d'abord « une seule dictature »* (Yannick Jadot, EELV). *"Il faut soutenir les peuples quand ils luttent pour leur droit, où que ce soit dans le monde, et quand bien même ça fâche des régimes autoritaires"* (Julien Bayou, EELV). « *L'opportunité de la visite de N. Pelosi à Taïwan est discutable, la volonté des Taïwanais à vivre en démocratie ne l'est pas* » (Olivier Faure, 1er secrétaire du PS). Pour Ensemble! *"le caractère*

contestable de cette visite ne saurait en rien éclipser le nécessaire respect du droit à l'autodétermination du peuple taïwanais et l'opposition à toute agression visant à lui interdire de décider souverainement de son destin". Inversement d'autres voix se sont manifestées en soutien. Fabien Roussel (1er secrétaire du PC) déclarant « *ce qu'il a dit ne m'a pas choqué* » ou Manuel Bompard reprenant les propos de Mélenchon « *le droit international aujourd'hui défend le concept qu'on appelle une seule Chine* ». Bref, une belle cacophonie !

Si les arguments de Jean-Luc Mélenchon, de la référence aux calculs de l'impérialisme US ou à la mise en avant de l'idée d'« *une seule Chine* » - cette dernière idée étant d'ailleurs largement admise dans le monde - ne sont pas sans pertinence, ils ne disent pas tout. Il faut en effet souligner que la position officielle de la RPC est toujours « *un pays – deux systèmes* ». Or sachant ce qu'il est advenu de l'autonomie et de la démocratie à Hong-Kong, la question n'est pas celle d'« *une seule Chine* », mais celle de la démocratie – Taiwan en est une, certes imparfaite, mais en est une - et de savoir si la réunification peut se faire par la force ou non.

D'autant que d'une part s'est formée dans l'île une identité distincte formée des interactions entre les différentes vagues d'immigrants et que d'autre part s'y est développée une indéniable culture démocratique. Ce que l'ambassadeur de la RPC reconnaissait d'ailleurs implicitement : « *Après la réunification, on va faire une rééducation. ... La population de Taïwan deviendra favorable à la réunification et deviendra patriote* » (sic) (6 août).

Pour conclure sur notre propos initial, les différentes positions existantes au sein de la Nupes au sujet des relations internationales témoignent du travail d'élaboration à mettre en œuvre pour construire des positions communes. C'est une condition nécessaire pour qu'elle se constitue dans la durée comme une force alternative crédible. C'est d'autant plus à souhaiter qu'il s'agit d'une question de solidité dans le temps d'une alliance unanimement souhaitée par le « *peuple de gauche* » et bénéficiant pour l'heure d'un large soutien populaire.

La tournée asiatique de Nancy Pelosi



L'Alternative Rouge et Verte

Journal de Ensemble !

2 rue du Porteau 25000 Besançon

Directeur de publication :

Pierre Abécassis

Atelier de l'imprimeur

25000 Besançon

tiré à 720 exemplaires

n° de CPPAP : 1022, P 11163

Ont participé à la rédaction de ce numéro : Pierre Abécassis, ALFRED, Isabelle Barnier, Jean-Paul Bruckert, Jacques Fontaine, André Pacco, Gilles Sené, Sylvestre Soulié, Jacques Thomas.

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Bulletin réalisé avec Scribus, logiciel libre

La Gauche, la NUPES... et Ensemble !

Avec les Présidentielles de 2022, il semble bien qu'on ait franchi un cap dans la façon de faire de la politique en France. Certes nous en sommes toujours au "grand affrontement" entre hérauts ou hérautes désignés (pas toujours très démocratiquement) par leurs camps. Mais les mouvements sociaux de ces dernières années, les formes nouvelles des luttes écologiques, notamment des jeunes générations, des expériences diverses ("Nuits debout", Gilets jaunes) sont venus entamer les certitudes de ces hommes ou femmes seul•es qui "savaient tout et pouvaient tout". On a même assisté à une tentative de désignation citoyenne d'un•e candidat•e.... Désignation qui fit long feu sous le tir croisé des états-majors de tous bords.

Ceux qu'on appelle "les citoyens" se mêleraient-ils, eux-aussi, de "faire de la politique"?

Il semble bien que les électeurs dits "de-gauche" aient joué leur rôle de citoyens lorsque, en cours de campagne, voyant, au-delà de leur attachement à un parti, à un•e candidat•e, ils ont voulu peser sur l'issue de la compétition : "le RN au second tour, c'est pas fatal", "les idées de gauche au second tour c'est pas impossible". Et même si le regroupement sur le candidat Mélenchon a manqué le second tour, chacun a pu constater que, au-delà des divergences et des mésententes, le rassemblement était possible. Dès lors, l'unité réclamée par les forces citoyennes (largement exprimée dans les sondages tout au long de la campagne) s'est imposé à tous pour les Législatives. Qui a gagné quoi? Les citoyens, c'est sûr.

Pourtant hostile à cette unité des partis tout au long de la campagne des Présidentielles, Jean-Luc Mélenchon a su saisir cette opportunité avec le coup fort habile du "Élisez-moi Premier Ministre". Ainsi est née la NUPES. C'est bien. Les ambiguïtés quant aux motivations des uns et des autres, et chacun (hors FI) peut estimer qu'il n'a pas eu la part de candidatures correspondant à son égo. Mais, sans cette alliance NUPES, qui, à gauche, était assuré de disposer d'un groupe à l'assemblée nationale ?

L'esprit de parti

Donc les partis de gauche ont réalisé une bonne opération électorale. On ne peut pas en dire autant des citoyens "non encartés", et notamment "des quartiers" qui s'étaient engagées dans les Présidentielles lorsque le deuxième tour apparaissait comme accessible. Pour les

législatives, un accord électoral conclu au sommet, une répartition des circonscriptions entre les négociateurs, cela laissait peu de place aux citoyens. L'esprit de parti a eu raison de l'enthousiasme des jeunes des classes populaires coupés dans leur élan. Et dans les circonscriptions où la NUPES était au deuxième tour, bon nombre de voix ont dû se perdre. Si "nous avons raté Matignon", ce n'est pas seulement à cause de la droite qui a renoncé au fameux "front républicain"... sauf à considérer que c'est de nos ennemis que l'on devrait attendre le salut.

Macron n'est pas Chirac

Et maintenant, que va devenir la NUPES? Il semble bien qu'aucune des formations la composant n'ait renoncé à son salut propre. Un bon nombre agitent l'hypothèse d'une dissolution par Macron pour justifier que l'on maintienne et que l'on renforce la maison NUPES autour des candidats élus ou pas. C'est un argument que se défend. Mais

la dissolution ne nous appartient pas; Elle revient à Macron. Et le fin stratège de l'Élysée prendra-t-il ce risque à un moment où il n'est pas sûr de gagner? Macron n'est pas Chirac. Et puis, si dissolution il y a, quel intérêt de repartir dans les mêmes conditions qu'au printemps dernier? A-t-on vu, a-t-on entendu une ouverture réelle au "peuple de gauche" autrement que sous la forme des invocations habituelles? Les rapports entre formations politiques et organisations syndicales voient refluer une sorte de volonté de prédominance des uns sur les autres que nous espérons dépassées. L'après-législatives dans les circonscriptions montre au travers des trois exemples accompagnant cet article que s'il arrive que des citoyens montent au créneau, c'est loin d'être général.

Dans le Doubs, circons 1 et 2, Besançon et une partie de son agglo

Vers une organisation de la NUPES dans le Grand Besançon Métropole

À Besançon, EELV propose pour la Nouvelle Union Populaire Écologique et Sociale (NUPES) du Grand Besançon Métropole de s'organiser en mettant en place une coordination (2 membres par parti) aux fins de coordination stratégique et d'animation du dialogue (et?) en installant une agora qui se réunirait 3 fois par an. EELV précise que les décisions concernant la NUPES seraient prises à l'unanimité et que chacune des parties, ces lieux de dialogue ne se substituant ni aux instances ni aux stratégies nationales, conserverait son indépendance stratégique. Jean-Paul Bruckert

(lire la suite en page 8)

Yonne : deux méthodes

Si dans l'Yonne, les circonscriptions 1 et 3 ont en commun, hélas, l'élection de deux députés RN (des territoires ruraux, notamment), on ne peut comparer les méthodes choisies pour la campagne.

Sur l'Auxerrois (la 1) la campagne s'est organisée autour des partis de gauche, notamment d'EELV à qui était attribuée la circonscription. Les citoyens ont surtout été appelés à distribuer les tracts. Les résultats sont cependant excellents : Florence Loury, en troisième position aux dernières municipales d'Auxerre est en tête de tous les candidats et élimine le député sortant LR du 2ème tour. Au second tour, malgré les appels de quelques personnalités de droite, il n'y a pas eu de Front républicain. Depuis, les apparitions de la NUPES se font

autour du groupe de militants qui avait été actif en juin dernier.

Sur le Sénonais-Jovinien (la 3) à la suite de quelques difficultés et désaccords, c'est une citoyenne qui a été chargée de la direction de campagne. De fait, c'est bien un collectif d'encartés (PC, FI, PS, EELV) et de non-encartés qui a organisé et mené la campagne. Les désaccords portaient notamment sur le désintérêt du noyau dur de la FI pour les zones rurales. Aujourd'hui, malgré la déception, l'initiative reprend petit à petit avec une bonne participation de personnes « qui se sont engagées et que l'on n'avait jamais vues ». André Pacco



Ensemble ! Mouvement pour une alternative de gauche, écologiste et solidaire

Pour recevoir les documents
d'adhésion à **Ensemble !**

NOM

Prénom

Adresse

CP

Ville

Courriel

à envoyer à Ensemble !

2, rue du Porteau 25000 Besançon

Liste de diffusion d'Ensemble Franche Comté

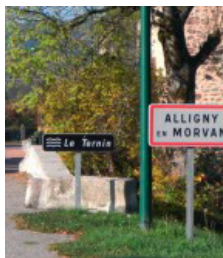
*Vous souhaitez recevoir des
informations régulières
d'Ensemble!*

*Envoyer votre adresse
électronique à :*

*ensemble.mage.fc@gmail.fr, en
précisant dans l'objet : inscription
liste de diffusion Franche-Comté*

Les dons et cotisations
ouvrent droit à une réduction
d'impôt de 66 %

Chèque à l'ordre de
Association de Financement
de Ensemble !



Stage régional Bourgogne-Franche-Comté samedi 22 et dimanche 23 octobre 2022

Lieu : **ALLIGNY-en-MORVAN**,
gîte communal Les Bruyères www.alligny-en-morvan.fr
situé à 12 km de SAULIEU, à l'ouest de la Côte d'Or.

Programme indicatif susceptible d'être modifié

Samedi après-midi : visite du **Musée des Nourrices** en introduction au
débat sur les **nouvelles formes du féminisme**.

Samedi 18-20h : **UKRAINE, les conséquences de la guerre**

Soirée du samedi : thème possible : **les forêts, enjeux risques, évolutions...** **Film** à préciser.

Dimanche matin : **Quelles recompositions au sein des gauches**
(NUPES, gauche radicale) pour affronter la situation politique.
Et Ensemble ! dans tout ça ?

Dimanche après-midi : Quel avenir pour l'**AREV (Bulletin trimestriel de Ensemble Mages BFC)** ?

Inscriptions au plus tard le samedi 15/10 à 20H : courriel à
ensemble.mage.fc@gmail.com ou à p.abecassis21@gmail.com
puis nous vous confirmerons votre participation.

Gîte communal 58230 ALLIGNY EN MORVAN. Douche-WC dans chaque chambre.
18 places : 2 ch. de 2, 2 ch. de 3 et 2 ch. de 4 + accueil dans le village en plus si
nécessaire. Draps fournis sur réservation.

Nous vous proposons d'arriver **samedi en fin de matinée** avec vos **plats à partager**.
Les **repas du dîner de samedi et du déjeuner du dimanche** seront commandés à
l'extérieur. Le **petit déjeuner du dimanche** peut être amélioré par vos confitures maisons,
nous approvisionnerons le reste.

La **participation financière** par personne est de **50 euros**. En fonction de vos ressources
vous pouvez aller au delà, ou proposer une somme inférieure. Le **règlement** à l'ordre de
Association de financement d'Ensemble ! permet un **reçu fiscal**, nous contacter.

La Gauche, la NUPES... et Ensemble !

(suite de l'article de la page 7)

Au niveau de notre mouvement
Ensemble! ("Mouvement pour
une Alternative de Gauche
Écologiste et Solidaire" à ne pas
confondre.... avec le
Mouvement macroniste qui a
piraté notre nom) une partie des
militants considère qu'il faut

agir au sein de la France Insoumise. D'abord regroupés
au sein d'Ensemble insoumis, ils ont créé cet été « la
Gauche Ecosocialiste » dans une claire perspective de
scission.

D'autres pensent qu'il faut, bien sûr, unir toutes ces
forces qui composent la gauche de combat, mais qu'il
convient de le faire en gardant une autonomie de
réflexion et de décision. Rappelons également que, à sa
naissance, Ensemble! défendait l'idée d'une ouverture
permanente aux citoyens (encore eux) et d'une
recherche, permanente aussi, d'un consensus plutôt que
de la constitution d'une majorité face à une (ou
plusieurs) minorité(s).

Les 11-12-13 novembre, tous les collectifs du pays
tiendront leur Assemblée générale (l'équivalent d'un
congrès). Celle-ci décidera de l'avenir de notre
organisation pour poursuivre réflexion et action...
Ensemble ?

La Rédaction de l'AREV

Beaune : jouer Collectif !

Dans la 5e circo. de Côte d'Or, un Collectif Sud
21 rassemblant les forces de Gauche locales (PS,
PCF, EELV, LFI, Ensemble! y sera intégré dans un
second temps) s'est constitué très tôt, il y a presque
un an. Des tiraillements, à l'approche des échéances
électorales, ont vite vu le jour (désignation par en
haut de la candidate aux Législatives par ex.) mais
la création de la NUPES a changé la donne et a
permis une vraie campagne unitaire. L'objectif est
maintenant de la prolonger. Une première réunion
de bilan a eu lieu début juillet. L'idée du Collectif
devenu Collectif NUPES Sud 21 est de co-organiser
des réunions-débats sur les thèmes de l'heure
(pouvoir d'achat, santé, eau...). Prochaine réu-nion
prévue : fin sept. Notre rôle : faire perdurer le
Collectif et dépasser le cadre militant pour l'ouvrir
toujours plus aux citoyen•ne•s. Jacques Thomas